

Conforme à l'avis émis HB 29.10.18

Province de **NAMUR**  
Arrondissement de **NAMUR**  
Commune de **O H E Y**

FORMULAIRE J

## PERMIS DE LOTIR

REGISTRE DES PERMIS DE LOTIR N°

Réf. Urbanisme n°: **L4 2553 CR/DK**

### LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

Vu la demande introduite par M. **adame ROSENBAUM MASSART et Monsieur G. MASSART**  
et relative au lotissement

d'un bien sis à **5351 HAILLOT**

cadastré section **B**

n° **195F**

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du **06 septembre 1979**

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976;

Vu l'article 90, 8° de la loi communale, tel qu'il est modifié par l'article 71 de la susdite loi;

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de lotir, à l'exclusion des articles 4 à 9;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1977 déterminant, pour la région wallonne, les modalités de publicité de certaines demandes de permis de bâtir et de lotir;

Reçu

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

(1) ~~Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan général d'aménagement approuvé par arrêté~~

~~du Roi.~~

Il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé  
le bien, de plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi ;

- (1) Biffer l'alinéa ou le membre de phrase inutile.  
(2) Selon l'article 45, § 2, alinéa 2 de la loi du 29 mars 1962, la dérogation ne peut concerner que les dimensions des parcelles ainsi que les dimensions, l'implantation et l'aspect des bâtiments.  
(3) A biffer s'il n'en existe pas.  
(4) Ne mentionner que la délibération du conseil communal.

(1) Attendu que le contenu de la demande est contraire à des servitudes du fait de l'homme et de ses occupations déterminées par l'arrêté royal du 6 février 1971 à l'exclusion des articles 1 et 9 et à celles prévues par l'arrêté royal du 11 janvier 1974 que

à une étiquette publique, conformément aux modalités déterminées par l'arrêté royal du 6 février 1971, à l'extension des articles 1 et 9 et à celles prévues par l'arrêté royal du 11 janvier 1974, que

#### ARRETE :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Le permis de lotir est délivré à M. **adame ROSENBAUME MASSART et à Monsieur G. MASSART** qui devr~~ont~~<sup>ont</sup>

1° (1) respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessus du fonctionnaire délégué ;

2° (1) se conformer strictement aux conditions prescrites par la délibération du conseil communal ;

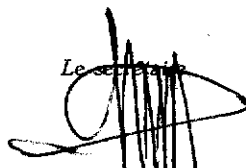
3° (5) :

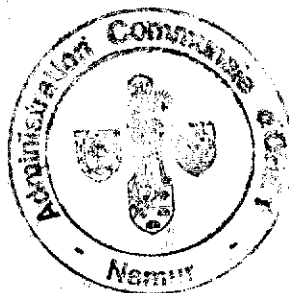
ART. 2. — (1) Le roulement peut être réalisé en phases, comme il est spécifié ci-dessous (6) :

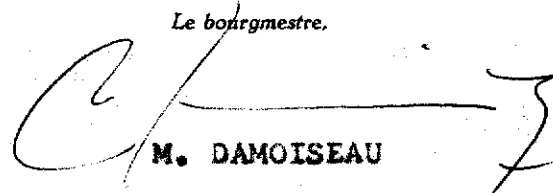
ART. 3. — Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

Le 24 octobre 1979

PAR LE COLLEGE :

Le secrétaire  
  
**P. GOURNARD**



Le bourgmestre,  
  
**M. DAMOISEAU**

(1) Biffer l'alinéa ou le membre de phrase inutile.  
(5) Le collège ajoute, s'il y a lieu, à cet endroit, les prescriptions relatives aux matières énumérées aux articles 58, 59 et 60 de la loi du 29 mars 1962.  
(6) Cet article spécifiera chaque phase en particulier et indiquera, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.